



Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

**Distr.:**  
**LIMITÉE ECA-**  
**WA/ICE.23/**  
**Texte original : Français**

VINGT TROISIÈME (23<sup>ième</sup>) SESSION DU COMITÉ  
INTERGOUVERNEMENTAL DES HAUTS FONCTIONNAIRES ET  
DES EXPERTS (CIE 23ÈME) DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

*Thème :*

**« Maximiser les investissements pour optimiser les dynamiques démographiques dans le contexte de la COVID 19 : L'impératif d'une meilleure relance »**

*Réunion Virtuelle - 26-27 Novembre 2020*

*Note Conceptuelle*



**Bureau Sous Régional pour l'Afrique de l'Ouest**

**Maison des Nations Unies, 428 Avenue du Fleuve P.O. Box 744 / BP 744 Niamey, Niger**

**Tel: +227 20 - 72 - 73-00/01 Fax:+227 20-72-28-94 Email: [eca-sro-wa-registry@un.org](mailto:eca-sro-wa-registry@un.org) Site Web: <http://www.uneca.org/fr/sro-wa>**

## I. Contexte

Le Comité Intergouvernemental de Hauts fonctionnaires et des Experts (CIE) de la Commission Economique pour l’Afrique (CEA) est un organe établi par l’Assemblée Générale des Nations Unies. En Afrique de l’Ouest, il se réunit annuellement pour débattre des performances économiques et sociales des pays de la région, sur la base de rapports préparés par le Bureau sous- régional pour l’Afrique de l’Ouest de la Commission Economique des Nations Unies pour l’Afrique (CEA/BSR-AO). Le Bureau est basé à Niamey au Niger, couvre les quinze pays membres de la CEDEAO : Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d’Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo. Les hauts fonctionnaires et experts de ces États membres forment le CIE de l’Afrique de l’Ouest.

Créée par le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), la CEA est l’une des cinq commissions régionales des Nations Unies, dont le mandat est de promouvoir le développement économique et social de l’Afrique, avec la mission de mettre en place des idées et des actions pour une Afrique prospère. Elle dispose de cinq Bureaux sous régionaux (BSR) qui lui permettent de traduire son travail normatif et d’analyse en activités opérationnelles au niveau des sous-régions. Ces Bureaux ont été restructurés en 2019 pour focaliser davantage leur travail sur des thématiques d’intérêt pour leurs sous-régions respectives. A cet égard, le Bureau pour l’Afrique de l’Ouest a été spécialisé sur les dynamiques démographiques pour le développement (DDD).

Le CIE réunit chaque année les décideurs de haut niveau des États membres, dans le but de discuter des performances économiques et sociales et de formuler des recommandations aux Etats et autres acteurs de développement. Le CIE est également le cadre statutaire réservé aux Etats membres pour orienter et superviser l’élaboration et la mise en œuvre du programme de travail du Bureau. Le CIE veille à cet égard, à un meilleur alignement des activités du Bureau sur les priorités sous régionales et nationales, tout en formulant des recommandations relatives au développement économique et social dans la sous-région. Ces recommandations sont soumises à l’attention de la Conférence des Ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement économique de la CEA, pour examen et décision.

Le CIE est accueilli chaque année, à sa demande, par un État membre de la sous-région. C’est ainsi que la 23<sup>ième</sup> session du CIE de l’Afrique de l’Ouest, qui devrait se tenir en République Fédérale du Nigeria, se tiendra du 26 au 27 Novembre 2020 dans le format d’une rencontre virtuelle à cause de la pandémie de la COVID 19, en co-organisation avec ledit pays. Le thème central du CIE est : **« Maximiser les investissements pour optimiser les dynamiques démographiques dans le contexte de la COVID 19 : L’impératif d’une meilleure relance »**.

Cette session du CIE sera précédée d’une réunion ad hoc de groupe de think tanks élargie aux experts nationaux, sous le même format virtuel, du 24 et 25 Novembre 2020 sur le thème : **« Economie générationnelle et transformation structurelle dans le contexte de la COVID19 en Afrique de l’Ouest »**

## II- Les objectifs et le thème de la 23<sup>ème</sup> session du CIE

La 23<sup>ème</sup> session du CIE aura pour objectif principal de débattre des récentes évolutions pouvant impacter le développement économique et social des pays d’Afrique de l’Ouest, en vue d’identifier les principaux défis à relever, et de proposer des orientations pour accélérer le développement durable à travers la transformation des économies de la sous-région. Dans cette perspective, les participants auront à examiner les rapports statutaires produits par le Secrétariat. Les Etats membres examineront tour à tour le rapport sur la mise en œuvre du programme de travail du BSR-AO depuis la fin de la session précédente (22<sup>ème</sup> CIE) en mai 2019 et jusqu’en septembre 2020, le rapport sur le profil socio-économique de l’Afrique de l’Ouest et le rapport sur les progrès dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODDs) en Afrique de l’Ouest. Ces différents rapports, ainsi que les discussions y relatives, prendront en considération le contexte particulier du COVID-19 qui continue d’avoir un impact socio-économique et une incidence négatifs sur la réalisation des ODDs et partant, du développement durable des pays de l’Afrique de l’Ouest.

Une note thématique portant sur « **Maximiser les investissements pour optimiser les dynamiques démographiques dans le contexte de la COVID 19 : L’impératif d’une meilleure relance** » servira par de base aux discussions sur cette principale thématique du CIE23.

## III- Justification du thème central de la 23<sup>ème</sup> session du CIE

La réunion se tiendra dans un contexte marqué par la survenance de la COVID 19 depuis décembre 2019. Cette pandémie et son accélération critique ont largement impacté le développement durable des pays et affecté la vie quotidienne des populations. Le choc négatif de la COVID-19 sur l’économie mondiale dépasse en intensité celle de la crise financière de 2008-2009<sup>1</sup>. En Afrique, la crise de la COVID19 est à la fois révélatrice des défis structurels en particulier dans les domaines du développement humain et de la résilience économique et accélératrice des fragilités économiques. A cet égard, une attention particulière est accordée, dans la présente rencontre, aux dynamiques démographiques et au dividende démographique, dont les évolutions en Afrique et en particulier en Afrique de l’Ouest, interpellent tous les décideurs et acteurs du développement durable.

En effet, la population en Afrique de l’Ouest avoisine 402 million d’habitants en 2020, soit 5,2%<sup>2</sup> de la population mondiale et 30% de la population africaine. Au rythme actuel de la croissance de la population (2,6% en 2020) et avec un taux de fécondité moyen de 5 enfants par femme en 2020, il est attendu une population dans la zone CEDEAO quatre fois plus élevée avant l’an 2100<sup>3</sup>. Cette progression rapide est doublée d’une prédominance de la frange jeune de la

---

<sup>1</sup> <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/04/14/weo-april-2020>

<sup>2</sup> World Population Prospects 2019-- United Nations Population Division

<sup>3</sup> United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division. (2019). World Population Prospects 2019. Online edition. Rev. 1.

population attestée par un âge médian sous-régional de 18 ans<sup>4</sup>. Cette tendance révèle à la fois le développement impératif du capital humain pour répondre aux pressions et besoins de base en matière de santé, d'éducation et d'accès à l'emploi décent et au revenu ainsi que l'urgence de saisir les opportunités économiques et réaliser le potentiel de croissance lié à la bonne gestion de la main d'œuvre disponible. Pour ce faire, les politiques pertinentes d'investissement sur le capital humain et de maximisation des dits potentiels et opportunités pour atteindre ce double objectif, et réaliser le dividende démographique dans des délais optimaux constitueraient une des réponses les plus appropriées pour relever le défi de transformation économique et du développement durable en Afrique de l'Ouest.

En effet, l'élasticité du dividende démographique sur la croissance du revenu par tête a été estimée à 2,28%<sup>5</sup>. En outre, réaliser le dividende démographique marquerait un pas décisif dans l'atteinte des ODDs à l'horizon 2030. Il est généralement reconnu que les dynamiques démographiques incluant les progrès vers le dividende démographique ont un impact direct sur la plupart des ODDs, notamment la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire, la santé de la population, la promotion d'emplois décents pour tous sans discrimination, l'autonomisation des femmes et d'autres populations vulnérables et la réduction des inégalités mondiales<sup>6</sup>.

Dans cette perspective, la présente rencontre offre l'opportunité de mieux engager les Etats membres dans la voie de la maximisation des investissements pour optimiser les dynamiques démographiques, dans leur large spectre incluant les dynamiques de population, la santé, l'éducation, la croissance économique, la gouvernance, l'urbanisation et la migration et le développement du genre. A cette fin, il s'agira de mettre en évidence les besoins de financement et d'explorer les principaux leviers de mobilisation des ressources, en l'occurrence les allocations budgétaires, le marché financier, les ressources du secteur privé et les financements bilatéraux et multilatéraux.

La maximisation des investissements pour optimiser les dynamiques démographiques, tout en s'inscrivant dans l'élan créé par la feuille de route de l'Union Africaine de 2017 articulée autour du thème de l'exploitation du dividende grâce à la jeunesse<sup>7</sup> constituera un pilier majeur à la réponse de la COVID 19. En effet, la pandémie a largement impacté des dimensions déterminantes du dividende démographique et du développement durable, en l'occurrence la santé, l'éducation, la croissance et la gouvernance.

En tant que crise sanitaire, la situation épidémiologique à la COVID 19 fait apparaître à la date

---

<sup>4</sup> World Population Prospects 2019-- United Nations Population Division

<sup>5</sup> Olaniyan et al., 2019; Bloom et al., 2015) Bloom, David E., Jocelyn Finlay, Salal Humair, Andrew Mason, Olanrewaju Olaniyan, and Adedoyin Soyibo. (2015). *Prospects for Economic Growth in Nigeria: A Demographic Perspective*. PGDA Working Paper No. 127

Bloom, David E., Jocelyn Finlay, Salal Humair, Andrew Mason, Olanrewaju Olaniyan, and Adedoyin Soyibo. (2015). *Prospects for Economic Growth in Nigeria: A Demographic Perspective*. PGDA Working Paper No. 127

<sup>6</sup> Beegle, K, and Christiansen, L. (2019). *Accelerating Poverty Reduction in Africa*. Washington D.C, World Bank

<sup>7</sup> "Harnessing the demographic dividend through investments in youth" (AUC, 2016)

du 3 août 2020 un niveau de cas diagnostiqués positifs à la COVID 19 de 131 680<sup>8</sup> en Afrique de l’Ouest, ce qui représente 13,6% des cas du continent. Cette incidence fait ressortir un impact sous-régional relativement faible pour une zone qui abrite 30% de la population africaine<sup>9</sup>. La CEDEAO affiche, à la date du 6 Août 2020, des taux de létalité bas comparativement au reste de l’Afrique et au monde, avec un niveau de 1,5% contre 2,1% et 3,8% respectivement<sup>10</sup>. La région enregistre, à l’instar du continent, des taux de guérison relativement favorables, évalués respectivement à 69% et 65%<sup>11</sup>.

La pandémie a également eu des impacts négatifs sur le secteur éducatif. La fermeture des écoles à partir du mois de mars, pour stopper l’évolution de la pandémie, a privé de scolarité près de deux millions (2 000 000) d’élèves<sup>12</sup>. Une relance progressive du secteur est en cours dans la plupart des pays, avec la tenue des examens de fin d’année.

Les perspectives sous-régionales de croissance économique ont été également négativement affectées. Le taux de croissance économique a été révisé à une moyenne de -2% contre une prévision initiale de 4% en 2020<sup>13</sup>. La chute de l’activité économique s’est traduite par la baisse des revenus des ménages, accentuant l’incidence de la pauvreté, qui touche plus de 50%<sup>14</sup> des ménages à l’échelle régionale. Le Nigeria, avec une population estimée à deux cents millions (200 millions) d’habitants, soit la moitié de la population de la région CEDEAO, devrait enregistrer une baisse du revenu par habitant de 0,8%<sup>15</sup>.

Eu égard aux conséquences socio-économiques négatives de la COVID 19, des instruments de gouvernance économique et sociale ont été activées par les décideurs à l’échelle nationale et sous-régionale et par les partenaires au développement, notamment le système des Nations Unies.

Les interventions publiques nationales ont porté sur des mesures de riposte immédiate pour contenir la propagation de la pandémie, suivies de mesures de soutien aux populations, surtout les plus vulnérables et de relance des principaux secteurs affectés par la pandémie. A l’échelle régionale et internationale, des mesures phares de renforcement de la coordination et de la synergie des interventions et de plaidoyer pour un soutien massif aux pays affectés, notamment africains, ont été mises en œuvre.

Dans cette perspective, la CEA a été en première ligne pour appuyer l’adoption d’une position

---

<sup>8</sup> [https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/situation-reports/20200803-covid-19-sitrep-196-cleared.pdf?sfvrsn=8a8a3ca4\\_4](https://www.who.int/docs/default-source/coronaviruse/situation-reports/20200803-covid-19-sitrep-196-cleared.pdf?sfvrsn=8a8a3ca4_4)

<sup>9</sup> UN Population Division Database, 2020

<sup>10</sup> Calcul ECA, à partir données COVID 19 Situation reports OAAS/ECOWAS & WHO

<sup>11</sup> Africa CDC, <https://africacdc.org/our-work/> (Août, 2020)

<sup>12</sup> CEA, SRO WA, Impact socio-économique du COVID en Afrique de l’Ouest, mai 2020

<sup>13</sup> BAD, Perspectives économiques régionales pour l’Afrique de l’Ouest 2020, Juillet 2020

<sup>14</sup> ECA/SROWA, Profil socio-économique de l’Afrique de l’Ouest, 2018

<sup>15</sup> <https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty>

africaine commune sur l'initiative portant sur la suspension du service de la dette, la mise en œuvre de facilités pour l'accès aux médicaments de qualité à prix abordable, une réponse adaptée impulsée par les nouvelles technologies ainsi qu'une initiative spécifique pour le renforcement et la prise en compte des aspirations des jeunes dans la relance post-COVID. Parallèlement, le Bureau a élaboré en mai 2020 une première évaluation de l'impact de la COVID 19 en Afrique de l'Ouest, qui a ensuite été renforcée par des appuis directs aux pays et organisations sous-régionales (Côte d'Ivoire, Sénégal, Niger, Togo, Guinée Bissau, Ghana, Guinée et CEDEAO) pour développer des produits de connaissance sur l'évaluation socio-économique de la COVID 19 et sur la relance post-COVID. Le Bureau, dans un élan de renforcer une réponse coordonnée du Système des Nations Unies (SNU), a engagé un dialogue continu avec le Bureau régional Afrique du Département de la Coordination (DCO Afrique), tout en apportant un appui direct aux Bureaux des Coordinateurs Résidents des Nations Unies de l'Afrique de l'Ouest dans l'élaboration des plans nationaux de réponse aux conséquences socio-économiques de la pandémie du coronavirus.

Des actions régionales ont été également entreprises à l'échelle de la CEDEAO à travers notamment des rencontres des Chefs d'Etat et de gouvernement<sup>16</sup> et de ministres ouest africains de la Santé sous la coordination de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS)<sup>17</sup> Des actions concrètes ont été mises en œuvre suite à ces rencontres de haut niveau, avec la désignation du Champion CEDEAO pour la réponse à la COVID 19, en l'occurrence S.E. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigéria, chargé par ses pairs de faire le point sur la situation épidémiologique, le renforcement de la riposte sanitaire les approches d'interventions et les plans de relance post-crise en vue d'une plus grande résilience des systèmes de santé et d'une solide relance post-COVID 19.

En dépit des défis et incertitudes liés à la survenance de la COVID 19, le contexte en Afrique de l'Ouest continue d'être marqué, à l'instar de la dynamique continentale, par la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). A cet égard, la sous-région Afrique de l'ouest se distingue par un ferme engagement concrétisé par la ratification de l'accord de la ZLECAF par dix (10) des quinze pays de la CEDEAO. Les pays se mobilisent également pour consolider leur marche vers la réalisation des ODD. Ils mettent en œuvre à cet égard des plans de développement à moyen terme en synergie avec l'agenda de développement durable. A l'échelle sous-régionale, la volonté politique d'un futur meilleur pour les populations ouest africaines est soutenue par l'évaluation en cours de la Vision 2020 de la CEDEAO et la formulation de la nouvelle Vision 2050 de la CEDEAO, en partenariat avec le Bureau pour l'Afrique de l'ouest de la CEA.

Enfin, la sous-région Afrique de l'Ouest, dans ce contexte mitigé d'incertitudes, de progrès et de quête de résilience des économies et des populations, continue d'être confrontée à la persistance des défis sécuritaires notamment, en termes de menaces terroristes et de gouvernance démocratique. Elle fait également face à des risques climatiques, qui se sont

---

<sup>16</sup> Sommets CEDEAO (23 Avril, 6 Septembre 2020) & rencontres ministres de la Santé)

<sup>17</sup> Réunion des ministres de la santé, en février et juin 2020

traduits par la survenance d'inondations dans un groupe de pays (Niger, Sénégal, Burkina Faso, Nigeria...). Dans le seul cas du Niger, les pluies torrentielles ont affecté 281 000 personnes, détruit 26 000 maisons et causé 51 décès<sup>18</sup>.

C'est dans ce contexte général que le choix du thème de la vingt-troisième session du CIE a été fait. Les Hauts fonctionnaires et les Experts de la sous-région débattront principalement de l'impératif de maximiser les investissements pour optimiser les dynamiques démographiques en vue de mieux engager les Etats dans une résilience et une perspective de développement durable post-COVID 19 plus favorable. Dans son volet statutaire, la session offrira également l'opportunité de passer en revue le travail du Bureau et de dégager des recommandations pertinentes pour consolider l'appui de la CEA aux efforts de développement et d'intégration régionale des pays et des organisations sous-régionales.

#### **IV- Participation**

La 23<sup>ième</sup> session du CIE connaîtra la participation des délégués des 15 États d'Afrique de l'ouest, ainsi que de hauts représentants et experts de la CEDEAO, de l'UEMOA, de l'Union du fleuve Mano (UFM), et autres Organisations Intergouvernementales (OIG) de la sous-région. La Commission de l'Union Africaine, la Banque Africaine de Développement (BAD) et les autres Institutions financières internationales seront également représentées. Outre la CEA, d'autres agences du Système des Nations Unies contribueront au succès de la réunion, notamment les Bureaux pays de coordination résidente du système des Nations Unies, de même que d'autres partenaires au développement et Organisations Non Gouvernementales (ONG). Les institutions de développement et de recherche qui traitent des questions de population en Afrique seront également invitées à contribuer aux échanges.

#### **V- Documentation du CIE**

Les discussions au cours de la 23<sup>ème</sup> session du CIE seront soutenues par la présentation des rapports suivants :

- Rapport sur la mise en œuvre du programme de travail du BSR-AO en 2019 et 2020 ;
- Rapport sur le profil socio-économique de l'Afrique de l'Ouest ;
- Rapport sur les progrès dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) en Afrique de l'Ouest ;
- Note thématique de table ronde sur : « Maximiser les investissements pour optimiser les dynamiques démographiques dans le contexte de la COVID 19 : L'impératif d'une meilleure relance »

#### **VI- Résultats attendus de la 23ème réunion du CIE**

Il est attendu de la réunion du CIE l'enrichissement et l'adoption des projets de rapports qui

---

<sup>18</sup> <https://www.unocha.org/story/daily-noon-briefing-highlights-niger>

seront présentés par la CEA/BSR-AO, ainsi que la formulation de recommandations de politiques et stratégies à l'endroit des décideurs, pour l'élaboration des programmes nationaux de développement et pour l'accélération du processus d'intégration régionale, avec un accent particulier sur la mise en œuvre de mesures pertinentes en réponse à la COVID-19 et l'impératif de relance post crise sanitaire. Un rapport détaillé de la réunion synthétisera les présentations, les débats, les enrichissements à apporter aux documents présentés, les principales conclusions et les recommandations.

## **VII- Organisation, date et format de la réunion**

La 23<sup>ième</sup> session du CIE se déroulera sous forme virtuelle, du 26 au 27 Novembre 2020, avec des séances plénières et une table ronde au cours desquelles les rapports élaborés par le Bureau et des communications d'éminents experts seront présentés et discutés. Lesdits rapports seront publiés sur le site Web de la CEA/BSR-AO <http://www.uneca.org/sro-wa/>.

Cette rencontre sera précédée, sous le même format de réunion virtuelle, par une réunion des think tanks élargie aux experts nationaux sur « économie générationnelle et transformation structurelle dans le contexte de la COVID-19 en Afrique de l'Ouest », prévue du 24 au 25 Novembre 2020.

## **VIII. Langue de travail**

Les langues de travail de la réunion sont le français et l'anglais.

## **IX- Dispositions administratives et logistiques**

Le BSR-AO de la CEA informera les participants des conditions logistiques de participation à la rencontre, notamment les paramètres de connexion à la plateforme virtuelle. Des précisions supplémentaires sur les autres dispositions administratives seront fournies dans la note d'information qui sera envoyée aux participants qui auront confirmé leur participation.

## **X- Contacts**

### **Au BSR-AO de la CEA**

La confirmation de la participation, la demande de plus amples renseignements et toute autre demande sur la réunion doivent être adressées à :

**Madame la Directrice du Bureau sous régional de la CEA pour l'Afrique de l'Ouest**  
**BP 744 Niamey**  
**Niger**



Les copies scannées de toutes correspondances devront être envoyées à :

Madame Zara Sani, Assistante Administrative (Tel : +(227) 20 72 73 12 ; email : [saniz@un.org](mailto:saniz@un.org) )

Monsieur Bakary Dosso, Chef de la Section des Dynamiques démographiques pour le développement, Tel : +227 20 72 73 14 / Cellulaire +227 91 25 16 41. Email: [dosso2@un.org](mailto:dosso2@un.org)

Amadou Diouf, Chef de la Section des Initiatives sous-régionales, Tel +227 20 72 73 35/  
Cellulaire : +227 90 95 28 47. Email : [diouf19@un.org](mailto:diouf19@un.org)

**Pour toute question administrative ou logistique**

Jean Baptiste Eken – Chargé des Affaires Administratives et Financières. Tel +227 20 72 73 24 |  
Portable +227 92 19 57 61/ Email : [ekenj@un.org](mailto:ekenj@un.org)

**Au Nigeria**

Madame Elizabeth Egharevba  
Directrice, Coopération Internationale  
Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Nationale  
Cellule du Système des Nations Unies  
Plot 421, Constitution Avenue  
Central Business District, Abuja  
Nigeria.  
Email: [begharevba@gmail.com](mailto:begharevba@gmail.com)

Dr. Sanjo Faniran  
Direction de la Coopération Internationale  
Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Nationale  
Cellule du Système des Nations Unies  
Plot 421, Constitution Avenue  
Central Business District, Abuja  
Nigeria.  
+234-8034264007; 08054262588